

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

---

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION  
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
NORD**

**CONSULTATION N°2025-24**

***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(CCAP)***

**Externalisation ponctuelle de prestations de maintenance et de réparations en carrosserie et en mécanique du parc automobile de véhicules « buggys » de marque POLARIS**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>3</b>
1.1 – Objet de l'accord-cadre.....	3
1.2 – Dispositions générales.....	3
<b>ARTICLE 2 – DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>3</b>
3.1 – Pièces particulières.....	3
3.2 – Pièces générales.....	4
3.3 – Autres pièces particulières.....	4
3.4 – Environnement réglementaire.....	4
<b>ARTICLE 4 – DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES.....</b>	<b>4</b>
4.1 – Identité des contractants.....	4
4.2 – Identification de l'exploitant.....	4
4.2.1 – Information sur la structure de la société d'exploitation.....	4
4.2.2 – protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	4
<b>ARTICLE 5 – CLAUSE DE SÛRETÉ.....</b>	<b>5</b>
5.1 – Contrôle de la liste nominative du personnel.....	5
5.2 – Conditions d'accès aux sites sécurisés.....	5
5.3 – Obligations de confidentialité.....	5
5.3 – Personnel intervenant sur les véhicules.....	5
<b>ARTICLE 6 – LES PERSONNELS D'INTERVENTION.....</b>	<b>6</b>
6.1 – Personnel du titulaire.....	6
6.2 – Convention collective applicable.....	6
6.3 – Droits et obligations du personnel.....	6
<b>ARTICLE 7 – DÉVELOPPEMENT DURABLE.....</b>	<b>6</b>
7.1 – Clauses environnementales.....	6
7.2 – Clauses d'insertion par l'activité économique.....	6
7.3 – Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires.....	7
<b>ARTICLE 8 – RÉPARATION DES DOMMAGES.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9 – ASSURANCES.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 10 – MODALITÉS DE FACTURATION ET RÈGLEMENT.....</b>	<b>8</b>
10.1 – Modalités de paiement du titulaire.....	8
10.3 – Délais de paiement.....	9
10.4 – Déclaration et paiement des sous-traitants.....	9
10.5 – Nantissement.....	10
<b>ARTICLE 11 – CLAUSES DE FINANCEMENT.....</b>	<b>10</b>
11.1 – Retenue de garantie – cautionnement.....	10
11.2 – Avance et remboursement de l'avance.....	10
<b>ARTICLE 12 – CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX.....</b>	<b>11</b>
12.1 – Forme de prix.....	11
12.2 – Révision de prix.....	11
12.2.1 – Valeurs de base.....	11
12.2.2 – Révision des prix.....	11
12.3 – Clause de sauvegarde.....	12
<b>ARTICLE 13 – PÉNALITÉS.....</b>	<b>13</b>
13.1 – Généralités.....	13
13.2 – Application des pénalités.....	13
13.3 – Avertissement.....	13
<b>ARTICLE 14 – CONDITIONS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>14</b>
14.1 – Généralités.....	14
14.2 – Délais de livraison / intervention.....	14
<b>ARTICLE 15 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>14</b>
15.1 – Opération de vérification.....	14
15.2 – Décision après vérification.....	14
15.4 – Garantie.....	14
15.5 – Clause de réexamen.....	14
15.6 – Formalisation des modifications.....	15
<b>ARTICLE 16 – RÉSILIATION.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 17 – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES.....</b>	<b>15</b>
17.1 – Force majeure.....	15
17.2 – Contestations et litiges.....	15
17.3 – Défaillance.....	16
<b>ARTICLE 18 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 19 – CONDITIONS D'UTILISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA).....</b>	<b>16</b>

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 – Objet de l'accord-cadre**

Les prestations de l'accord-cadre issues de la consultation n°2025-24, concernent une externalisation ponctuelle de la maintenance et des réparations en carrosserie et en mécanique, du parc automobile de véhicules « buggys » de marque POLARIS géré par le secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Nord (SGAMI Nord).

Le descriptif technique des prestations est détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP 2025-24).

### **1.2 – Dispositions générales**

L'accord-cadre mono-attributaire régi par le présent cahier des clauses administratives particulières, est issu d'une procédure de passation formalisée (appel d'offres ouvert), soumise aux dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-3 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Le titulaire devra être en capacité de réaliser l'ensemble des prestations prévues au présent accord-cadre.

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum en quantité et en valeur et avec un maximum financier par an de 60 000 euros HT.

## **ARTICLE 2 – DURÉE DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre issu de la consultation n°2025-24 est conclu pour une durée ferme d'un an à compter de la date définie lors de la notification.

Il est reconductible tacitement trois fois pour des périodes d'un an.

En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne pourra pas refuser les reconductions.

En cas de non-reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur fera connaître sa décision au titulaire via la plateforme des achats de l'État (PLACE), deux mois avant la date anniversaire de la date définie lors de la notification.

## **ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE**

### **3.1 – Pièces particulières**

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux accords-cadres de fournitures et services (CCAG-FCS – arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêtés du 30 septembre 2021 et du 29 décembre 2022), les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
  - annexe 1 : demande d'acceptation de sous-traitance ;
  - annexe 2 : détails sur les délais de réparation ;
  - annexe 3 : formulaire d'insertion par l'activité économique ;
  - annexe 4 : bordereau de prix unitaires ;
  - annexe 5 : déclaration de l'usage de l'intelligence artificielle.
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
  - annexe 1 : identité de la flotte de marque POLARIS ;
  - annexe 2 : fiche de contrôle qualité.
- le cadre de mémoire technique, à compléter par chaque candidat
- les documents additifs ainsi que les questions et réponses communiquées pendant la mise en concurrence, objet de la consultation n°2025-24.

Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi. La signature de l'acte d'engagement emporte adhésion à l'ensemble des pièces contractuelles listées à l'article 3 du présent CCAP. Les originaux des documents, mentionnés ci-dessus, sont conservés par l'administration et font seuls foi.

### **3.2 – Pièces générales**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois précédant la remise de l'offre. Ils comprennent l'ensemble des textes publiés et applicables sur le territoire français pris sous forme de lois, décrets, arrêtés, circulaires, codifiés ou non, ainsi que tous les textes administratifs nationaux ou locaux, applicables dans le cadre de l'exécution des marchés issus de la consultation n°2025-24, notamment le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS – arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêtés du 30 septembre 2021 et du 29 décembre 2022).

### **3.3 – Autres pièces particulières**

- le cadre de mémoire technique remis par le titulaire lors du dépôt de son offre ;
- le mémoire technique additionnel éventuel ;
- les actes spéciaux de sous-traitances et les actes modificatifs éventuels, postérieurs à la notification du marché concerné.

### **3.4 – Environnement réglementaire**

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité.

Les pièces générales, mentionnées au point 3.2 du présent document, bien que non jointes à la consultation n°2025-24, sont réputées connues du titulaire.

Le titulaire leur reconnaît expressément le caractère contractuel.

## **ARTICLE 4 – DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES**

### **4.1 – Identité des contractants**

Les parties signataires de chaque marché sont :

- d'une part, le pouvoir adjudicateur :
  - l'État,
  - le représentant du pouvoir adjudicateur est Monsieur le préfet délégué pour la défense et la sécurité de la zone Nord,
  - la personne responsable de l'exécution du marché est le secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur (SGAMI).
- d'autre part, l'opérateur économique : l'entreprise ou le mandataire d'un groupement d'entreprises signataires désigné dans les pièces de l'accord-cadre sous le terme « titulaire ».

Le suivi de l'exécution courante de l'accord-cadre est assuré, pour les questions d'ordre :

- technique par le bureau zonal de maintenance des moyens mobiles du SGAMI Nord :
  - [sgami-nord-bzm3-externalisation@interieur.gouv.fr](mailto:sgami-nord-bzm3-externalisation@interieur.gouv.fr)
- administratif par le bureau des marchés publics du SGAMI Nord :
  - [sgami-nord-dagf-bmp@interieur.gouv.fr](mailto:sgami-nord-dagf-bmp@interieur.gouv.fr)

### **4.2 – Identification de l'exploitant**

#### **4.2.1 – information sur la structure de la société d'exploitation**

Le titulaire devra avoir fourni, à l'appui de sa candidature, les informations précises sur la structure de sa société, incluant le montant et la répartition de son capital social, ainsi que l'organigramme financier de son groupe d'appartenance avec ses différentes filiales.

#### **4.2.2 – protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Le titulaire est responsable de l'application de la réglementation du travail, du respect des règles d'hygiène, de sécurité et de la réglementation en vigueur.

Dès la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire doit remettre à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant ou non l'intention de faire appel pour l'exécution du marché à des salariés de nationalité étrangère. Dans l'affirmative, il doit certifier que ces salariés sont, ou seront, autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

**Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger du titulaire le remplacement d'un de ses membres du personnel affecté qui se serait rendu coupable de manquements graves ou préjudiciables dans le cadre professionnel, ou qui n'aurait pas les qualifications ou compétences requises pour assurer les prestations contractuelles.**

## **ARTICLE 5 – CLAUSE DE SÛRETÉ**

### **5.1 – Contrôle de la liste nominative du personnel**

L'entreprise qui effectue les prestations sera tenue de fournir à l'administration, pour accord du service bénéficiaire, une liste nominative des personnes susceptibles d'intervenir sur les véhicules (personnel du titulaire, de ses co-traitants, de ses sous-traitants, intérimaires ou travailleurs indépendants), a minima, 15 jours avant la date de début des prestations.

Cette liste précisera les noms, prénoms, dates et lieux de naissance, et adresses de chacun des salariés ainsi qu'une photocopie de leur pièce d'identité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour).

En cours d'exécution de l'accord-cadre, l'entreprise signalera à l'administration tout changement de personne au moins 48 heures à l'avance. Le prestataire ne pourra justifier en aucune manière un retard d'exécution dû au contrôle d'identité de son personnel.

### **5.2 – Conditions d'accès aux sites sécurisés**

Le titulaire devra se conformer aux exigences de sécurité du site établies par la personne publique. Le personnel devant pénétrer sur un site ou une enceinte sécurisée devra être au préalable habilitée par le service bénéficiaire et se verra ou non délivrer une carte d'accès provisoire. En fonction de l'activité sur le site, le service bénéficiaire pourra refuser à quiconque l'accès à ses locaux à certains jours ou certaines heures.

Par dérogation à l'article 32.2 du CCAG-FCS, l'administration se réserve le droit d'interdire l'accès aux locaux des sites du ministère de l'Intérieur et de demander le remplacement immédiat des personnes jugées, par elle, indésirables sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux co-traitants et sous-traitants.

### **5.3 – Obligations de confidentialité**

Le personnel du titulaire, de ses co-traitants et de ses sous-traitants est tenu de ne pas divulguer, en France comme à l'étranger, et sous quelque forme que ce soit, des informations dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution de la prestation, et cela même après la cessation du contrat.

Le titulaire s'engage également à restituer tout document et à détruire tout support contenant les informations échangées au terme normal ou anticipé du contrat.

Il est également tenu de prendre toute disposition pour que cette confidentialité soit préservée.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'administration à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice de l'engagement des poursuites pénales adaptées à la gravité de l'infraction constatée.

### **5.3 – Personnel intervenant sur les véhicules**

Tout personnel relevant du titulaire et intervenant sur les véhicules de l'administration est soumis à des mesures et obligations de sécurité et de vigilance particulière, au vu du caractère sensible des véhicules pris en charge.

Les véhicules remis au titulaire sont pourvus d'équipements spécifiques (sérigraphies, signalisation ou équipement radio). Ainsi, le titulaire prend toutes les mesures nécessaires à la préservation de l'intégrité du véhicule. L'administration se réserve le droit de vérifier à tout moment les mesures de sécurité mises en œuvre.

### **5.4 – Respect des principes de la République**

Le titulaire du marché s'engage à respecter et à faire respecter par les agents les principes de la République conformément à l'article 1 de la loi 2021-1109 du 24 août 2021.

## ARTICLE 6 – LES PERSONNELS D'INTERVENTION

### **6.1 – Personnel du titulaire**

Le titulaire recrute ou affecte au fonctionnement du service le personnel qui lui est nécessaire pour remplir sa mission, en nombre et en qualification.

Pour la bonne exécution du marché, le personnel devra être formé et **détenir le diplôme certifié en tant que technicien « GOLD »**.

Il devra également être à jour des formations acquises par des cours en distanciel par POLARIS.

Le personnel devra être employé conformément aux dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en vigueur. Le titulaire est notamment tenu d'appliquer les textes légaux et réglementaires en vigueur, en matière de sécurité sociale et législation du travail.

L'administration pourra faire effectuer toutes les vérifications qu'elle jugera nécessaire.

### **6.2 – Convention collective applicable**

Le personnel est soumis aux dispositions du code du travail et de la convention collective nationale du personnel des entreprises en vigueur.

Le titulaire communique au responsable des sites du ministère de l'Intérieur la convention collective applicable à ce personnel qui doit être en mesure d'en prendre connaissance.

### **6.3 – Droits et obligations du personnel**

Le titulaire veille à l'application stricte des règles relatives à l'hygiène du personnel, particulièrement en période d'urgence sanitaire.

Le titulaire prend la responsabilité du suivi médical correspondant en soumettant le personnel à une visite médicale obligatoire selon la fréquence réglementaire pour constater son aptitude médicale à l'exercice du service.

Le titulaire fournit au personnel une tenue vestimentaire adaptée à ses fonctions ainsi que tout le nécessaire pour satisfaire aux obligations précitées.

## ARTICLE 7 – DÉVELOPPEMENT DURABLE

### **7.1 – Clauses environnementales**

En application de l'article R.2111-12 du code de la commande publique, les conditions d'attribution du marché comportent des éléments qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement.

Ainsi le titulaire devra s'efforcer de préserver l'environnement par les mesures d'ordres suivantes :

- la gestion et la valorisation des déchets (notamment en termes de tri et de recyclage) :
  - recyclage des huiles ;
  - recyclage des pneus ;
- proposer des pièces de réemploi pour la réparation des véhicules ;
- recyclage des pièces de carrosserie accidentées.

Dans son cadre de mémoire technique, le titulaire aura fourni les engagements qu'il prendra dans le cadre de l'accord-cadre sur l'ensemble des points cités ci-dessus et aura proposé des mesures complémentaires.

### **7.2 – Clauses d'insertion par l'activité économique**

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, l'acheteur fait application d'une clause d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire s'engage à réaliser, sur la durée d'exécution du marché, reconduction comprise, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Sont notamment éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi :

- des demandeurs de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi), et ayant travaillé moins de 610 heures sur les 12 derniers mois ;
- des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, Al...) ;
- les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département ;
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi ;
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle ;
- les personnes salariées (hors mises à disposition au sein des entreprises attributaires) par une structure de l'Insertion par l'Activité Économique définies à l'article L-5132-4 du Code du Travail ;
- les personnes prises en charge dans les secteurs adaptés ou protégés : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT.

Il leur sera réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution du marché ou de ses lots, un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion.

Ainsi, le titulaire s'engage pour l'exécution sur la période ferme à réaliser un volume d'heures réservé à l'insertion de :

**70 heures**

**Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'acheteur a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par :

La Fabrique DÉFI  
21 rue Mollien  
62100 CALAIS  
Monsieur AVCI Yigit  
Responsable du Pôle adultes  
Tél. : 06.66.94.67.57  
Mél : [yavci@lafabriquedefi-calaisis.fr](mailto:yavci@lafabriquedefi-calaisis.fr)

Le titulaire est tenu de fournir au facilitateur tous les éléments nécessaires au suivi et au contrôle du déroulement des actions d'insertion.

Le facilitateur produira à la demande du donneur d'ordre ou de l'entreprise les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

Le défaut d'information de la part du titulaire entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 13.2 du présent CCAP.

### **7.3 – Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires**

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) par le titulaire, le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publics, le représentant du pouvoir adjudicateur incite l'ensemble des titulaires à se conformer à la norme ISO 20400/2017, aux exigences du label RFAR et de la charte téléchargeable sur le site indiqué ci-dessous et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de la charte RFAR, puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le CNA vous accompagnera dans cette démarche.  
Pour plus d'informations, veuillez consulter le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

## ARTICLE 8 – RÉPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature causés, du fait de l'exécution du marché, au personnel ou aux biens du :

- pouvoir adjudicateur par le titulaire sont à la charge du titulaire ;
- titulaire par le pouvoir adjudicateur sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

## ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du présent marché aux torts du titulaire.

## ARTICLE 10 – MODALITÉS DE FACTURATION ET RÈGLEMENT

L'exécution du présent accord-cadre s'effectue par bons de commande émis par les personnes habilitées au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre.

Les prestations devront être effectuées dans le strict respect des prescriptions administratives et techniques figurant dans les CCAP et CCTP de la consultation n° 2025-24.

Les bons de commande seront notifiés au titulaire via CHORUS, par courriel, avec accusé de réception. La date de réception du bon de commande par le titulaire de l'accord-cadre tient lieu de notification de la commande.

### **10.1 – Modalités de paiement du titulaire**

Les factures correspondant à chaque bon de commande doivent mentionner au minimum les indications suivantes :

- la référence de l'accord-cadre (objet et date) ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ)
- la nature des prestations ;
- le nom, numéro de SIRET et adresse du titulaire ;
- le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire ;
- le montant total HT ;
- le taux de TVA ;
- le montant de la TVA ;
- le montant total TTC ;
- la date, le numéro de facture et la signature du titulaire.

**Le numéro d'EJ doit figurer sur la facture dans le cas contraire elle ne pourra être traitée.**

### **10.2 – Envoi dématérialisé**

Il est fait application de l'article 11 du CCAG-FCS pour les modalités de règlement des comptes.

Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :

- les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes ;
- le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte ;
- les acomptes correspondent aux prestations exécutées.



En application du décret 2019-748 du 18 juillet 2019, au 1er janvier 2020, toutes les entreprises titulaires d'un marché public avec l'État doivent dématérialiser l'envoi de leurs factures en utilisation le portail :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

**Code service exécutant de la plateforme CHORUS : MI5PLTF059**  
**SIRET : 11 000 201 100 044**

Ce dispositif permet aux entreprises, après inscription, de saisir en ligne leur facture ou d'en déposer en version PDF, cela permet ainsi de transmettre de façon directe et sécurisée des informations à la plate-forme d'exécution financière pour prise en charge et mise en paiement, de suivre l'avancement du traitement de ses factures dématérialisées. Cette solution gratuite pour l'entreprise offre l'avantage de fluidifier la relation à l'administration et de faciliter le paiement des prestations.

### **10.3 – Délais de paiement**

Sur la base des factures reçues du titulaire d l'accord-cadre, les sommes dues par l'administration au titulaire sont payées dans un délai de 30 jours. Ce délai, appelé délai de paiement dans le présent CCAP, court de la date de réception de la facture au Centre de Services Partagés CHORUS à la date de virement par le comptable.

Passé ce délai, des intérêts moratoires, ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40 €, sont dus. Le taux d'intérêt est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **10.4 – Déclaration et paiement des sous-traitants**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

L'utilisation du formulaire DC4, téléchargeable gratuitement sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>, est recommandée.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur, ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- la référence aux lignes de postes du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire correspondant aux prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il justifie avoir contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et s'il a fourni une attestation sur l'honneur indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement (articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique).

**Toute demande d'agrément d'un sous-traitant devra être signée à la fois par le titulaire de l'accord-cadre qui désire sous-traiter et par le sous-traitant envisagé.**

<b>Le titulaire s'engage à ne pas faire intervenir un sous-traitant qui ne serait pas agréé par le pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant ne peut intervenir qu'après notification de l'agrément de l'acte spécial de sous-traitance.</b>
---

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € toutes taxes comprises (articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique), le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de

paiement, si elles ne sont pas prévues par l'accord-cadre, sont constatées par un avenant ou un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur, qui comporte l'ensemble des renseignements mentionnés, ci-dessus, ainsi que les modalités de règlement des sommes à payer directement aux sous-traitants.

### **Modalités de paiement direct**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans l'accord-cadre.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à sa demande d'acompte ou au projet de décompte la facture du sous-traitant (avec la mention TVA auto-liquidée, dans le cas où l'auto-liquidation s'applique), ainsi qu'une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler par le représentant du pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA (sauf dans le cas où l'auto-liquidation s'applique). La demande d'acompte ou le projet de décompte du titulaire doit faire apparaître la part des prestations qui lui sont propres et la part des prestations sous-traitées avec, le cas échéant, la mention d'autoliquidation de la TVA.

Si le titulaire est un groupement d'entreprises :

L'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des membres du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA (sauf dans le cas où l'auto-liquidation s'applique).

Si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

### **10.5 – Nantissement**

Il sera fait application des dispositions prévues par l'article R.2193-22 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 11 – CLAUSES DE FINANCEMENT**

### **11.1 – Retenue de garantie – cautionnement**

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

### **11.2 – Avance et remboursement de l'avance**

En application des articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, si le montant de l'accord-cadre excède 50 000,00 € HT, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance pourra être versée au titulaire sauf en cas de refus par celui-ci précisé dans l'acte d'engagement.

Son montant est égal à 30 % du montant initial du marché (en prix de base) si le délai "N" d'exécution de l'accord-cadre exprimé en mois n'excède pas douze mois.

Il est égal au produit de ces trente pour cent (30 %) par 12/N ("N" étant exprimé en mois) si le délai "N" dépasse douze mois.

Le mandatement de cette avance interviendra dans le délai d'un mois à compter de la notification de l'accord-cadre.

Le remboursement de cette avance sera effectué lorsque le montant cumulé des factures présentées par le titulaire atteint ou dépasse 50 % du montant initial (hors TVA) de l'accord-cadre.

Le montant de l'avance ne peut être ni révisé, ni actualisé.

### **Avance aux sous-traitants**

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil de 50 000,00 € HT susvisé et si le délai des prestations est supérieur à deux

mois.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à 30 % du montant des prestations sous-traitées et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire ayant conclu le contrat de sous-traitance ; ce titulaire prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

## **ARTICLE 12 – CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX**

### **12.1 – Forme de prix**

Les prix des prestations (hors remorquage de véhicules) du présent accord-cadre comprennent :

- prix unitaires de certaines pièces détaillées dans le bordereau de prix unitaires (BPU) (annexe 4 à l'acte d'engagement) ;
- prix unitaires hors BPU, fixés par devis par le titulaire ;
- taux de remise et coût horaire de la main d'œuvre détaillés dans l'article 3 de l'acte d'engagement.

En cas de remorquage de véhicules, le coût est établi sur la base d'un prix unitaire au kilomètre, fixé dans l'article 3 de l'acte d'engagement.

En cas d'offre promotionnelle, le titulaire pourra proposer des taux de remise supérieurs à ceux prévus dans l'acte d'engagement. Dans ce cas de figure, le titulaire le mentionnera sur ses devis et factures.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant des études et de l'exécution des prestations (y compris déplacements, fournitures et élimination des déchets), incluant tous les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Les prix sont révisibles dans les conditions du paragraphe suivant.

Les prix sont libellés en euros hors TVA. En cas de modification de la législation fiscales, il est fait application de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur à la date du fait générateur en vertu duquel les paiements sont exigibles.

### **12.2 – Révision de prix**

#### **12.2.1 – valeurs de base**

Les tarifs mentionnés dans l'annexe 4 de l'acte d'engagement (BPU) ainsi que les coûts de main d'œuvre et de remorquage au kilomètre (fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement) sont établis sur la base de la valeur économique du mois de remise des offres Mo fixée à l'article 1 de l'acte d'engagement.

#### **12.2.2 – révision des prix**

Les prix mentionnés au précédant paragraphe sont révisés annuellement à la date d'anniversaire du début des prestations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'accepter une révision de prix exceptionnelle en application des indices ci-dessous, dans le cas où la conjoncture serait susceptible de bouleverser l'équilibre économique de l'accord-cadre.

L'application de cette révision exceptionnelle sera appréciée par le représentant du pouvoir adjudicateur en tenant compte d'éléments mesurables et quantifiables fournis par le titulaire.

Les indices de références choisis en raison de leurs structures pour la révision des prix de l'accord-cadre régis par le présent CCAP, sont les suivants :

Indices de références	Intitulés des indices
<b>Entretien et réparation des véhicules (Prix selon BPU) // Remorquage des véhicules</b>	
IPC 1764110	Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 07.2.3.0 - Entretien et réparation de véhicules particuliers
<b>Coût de la main d'oeuvre</b>	
ICHT-TS – Coût horaire du travail – Tous salariés (001565196)	Coût horaire du travail révisé – Salaires, revenus et charges sociales – Tous salariés (ICHTrev-TS) – Activités de services administratifs et de soutien – Indices mensuels – Base 100 en décembre 2008

Les prix seront révisés par application des formules suivantes :

$$P_n = P_o \times (0,15 + 0,85 \times \frac{A_n}{A_o})$$

avec

P<sub>n</sub> : prix révisé, hors TVA.

P<sub>o</sub> : prix au mois Mo, hors TVA.

A<sub>n</sub> : valeur des derniers indices définitifs et publiés à la date anniversaire du début des prestations.

A<sub>o</sub> : valeur des indices de référence à la date d'établissement des prix au mois Mo.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi à la quatrième décimale supérieure.

Le titulaire soumet les révisions de prix au bureau des marchés publics du SGAMI Nord pour validation à l'adresse courriel suivante : [sgami-nord-dagf-bmp@interieur.gouv.fr](mailto:sgami-nord-dagf-bmp@interieur.gouv.fr) à la date anniversaire de la notification du démarrage des prestations.

À ce titre, le titulaire joindra le détail du calcul du taux de révision, dans le respect de la formule paramétrique et des indices mentionnés ci-avant.

Les nouveaux montants s'appliqueront à compter du lendemain de la date anniversaire du début de prestations du marché, sous réserve de validation du bureau des marchés publics du SGAMI Nord.

**Toute facturation, qui ne prendra pas en compte les prix unitaires fixés dans le BPU et à l'article 3 de l'acte d'engagement, ainsi que les révisions annuelles des prix, sera rejetée.**

### **12.3 – Clause de sauvegarde**

Si, pendant le délai contractuel, le coût des prestations subit une variation de plus ou moins 3% durant une année contractuelle, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques de l'époque (fixation de nouveaux indices plus adaptés).

Cependant, le titulaire devra apporter la preuve qu'il n'est pas à l'origine de ces dérives provoquées par une mauvaise exécution de ces prestations.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, aucune des deux parties ne pourra ignorer ou refuser une telle demande, faute de quoi, la partie lésée pourra résilier le marché sans indemnité.

Il en serait de même si la définition ou la contexture de l'un des paramètres d'indexation venait à être changée, ou s'il cessait d'être publié, ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières de l'exploitation.

## ARTICLE 13 – PÉNALITÉS

### 13.1 – Généralités

Par dérogation de l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités ne seront pas limitées dans leurs applications. De même, en cas de constat de plusieurs manquements, ces dernières pourront être cumulées.

Les pénalités listées à l'article 13.2, sont établies par dérogation aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération ne sera appliquée aux pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 €.

### 13.2 – Application des pénalités

L'application d'une pénalité n'exclut en rien la responsabilité du titulaire sur les conséquences indirectes des prestations (non ou mal exécutée).

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure auxquelles seules sont assimilées les interruptions dans la fourniture d'électricité, de gaz, des fluides thermo-frigorifiques et d'eau du fait des compagnies distributrices.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur formalisera les manquements, les pénalités sus-visées, sur le formulaire EXE13 (disponible sur le site du ministère de l'Économie <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>) et transmettra celui-ci via l'appliquetif PLACE sans mise en demeure préalable. Le montant des pénalités sera imputé par réfaction sur facture.

Événement	Valeur attendue	Montant de la pénalité
Délai de prise en charge du véhicule	Fixé à l'annexe 2 de l'acte d'engagement	100,00 € par jour calendaire de retard
Délai de transmission du devis	Fixé à l'annexe 2 de l'acte d'engagement	100,00 € par jour calendaire de retard
Délai de réparation	Fixé à l'annexe 2 de l'acte d'engagement	100,00 € par jour calendaire de retard
Insertion par l'activité économique	Non-respect du volume horaire exigé de 70 heures	30,00 € par heure non réalisée
Sous-traitant	Non remise de déclaration de sous-traitance (DC4)	1 500,00 € par sous-traitant non déclaré
Administratif	Non transmission de documents demandés par l'administration	50,00 € par jour calendaire

Pour les pénalités non listées ci-avant, les dispositions du CCAG-FCS s'appliquent.

### 13.3 – Avertissement

Dans le cas de prestations non conformes ou lors de retard, le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire un avertissement par courrier postal ou par courriel afin de remédier aux non-conformités constatées.

Si dans un délai de 15 jours, le titulaire n'a pas assuré une prestation normale, le représentant du pouvoir adjudicateur peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable, aucun délai n'est alors requis. En particulier, en l'absence de technicien compétent, le représentant du pouvoir adjudicateur peut prendre toute mesure d'urgence, sans que le titulaire défaillant ne puisse décharger sa responsabilité, ni invoquer alors le cas de force majeure.

Les pénalités continuent de s'appliquer pendant la période où le représentant du pouvoir adjudicateur, ou un tiers, assure la fourniture ou la prestation à la place du titulaire.

Les présentes clauses s'appliquent sans préjudice de résiliation possible, conformément aux articles 29 à 33 et 38 à

44 du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'exécution aux frais et risques du titulaire pourra donc être décidée dans le cadre d'une décision de résiliation ou en dehors d'une décision de résiliation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve également la faculté de retirer de l'accord-cadre les prestations que le titulaire se révélerait incapable de réaliser correctement.

**En cas de contestation, le titulaire a la possibilité d'effectuer un recours dans un délai d'un mois.**

## **ARTICLE 14 – CONDITIONS D'EXÉCUTION**

### **14.1 – Généralités**

L'absence d'un ou plusieurs membres du personnel, pour quelque raison que ce soit, ne saurait, sauf cas de force majeure, dispenser le titulaire de l'accord-cadre de garantir la continuité de l'exécution des prestations. En cas d'indisponibilité d'un membre du personnel quelle qu'en soit la cause, le titulaire procède à son remplacement temporaire de telle sorte que la continuité des prestations est garantie.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de l'arrêt de travail programmé et des mesures qu'il entend prendre pour satisfaire à ses obligations contractuelles. En tant que de besoin, une réunion de travail est organisée par le représentant du pouvoir adjudicateur pour examiner les mesures prises. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de considérer que la continuité du service n'est plus assurée et de prendre les mesures nécessaires pour rétablir la prestation aux frais exclusifs du titulaire. Ceux-ci viendront dans ce cas s'imputer sur le montant des sommes qui auraient été dues au titulaire du fait de l'exécution normale de ses obligations.

En cas de carence du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel à d'autres prestataires et à en faire supporter le coût au titulaire concerné par réfaction sur les sommes qui auraient été dues du fait de l'exécution normale des prestations.

### **14.2 – Délais de livraison / intervention**

Les délais d'intervention sont fixés à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que les opérations de chargement et de déchargement incombent dans leur intégralité au titulaire et sont effectués sous sa responsabilité.

## **ARTICLE 15 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION**

### **15.1 – Opération de vérification**

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre.

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées en application de l'article 27 et 28 du CCAG-FCS.

### **15.2 – Décision après vérification**

A l'issue des opérations de contrôle et de suivi de prestations, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

### **15.4 – Garantie**

Le titulaire assurera la garantie légale relative aux prestations du présent accord-cadre.

### **15.5 – Clause de réexamen**

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-1 du code de la commande publique, le présent accord-cadre prévoit la possibilité, pour le pouvoir adjudicateur, de procéder aux modifications suivantes en cours de l'accord-cadre. Les clauses de réexamen seront mises en œuvre sur décision du pouvoir adjudicateur et formalisée par un acte modificatif à l'accord-cadre.

## **15.6 – Formalisation des modifications**

Toute modification, tant sur le contenu que sur la forme des prestations à réaliser dans le présent accord-cadre, devra respecter le code de la commande publique (articles R.2194-1 à R.2194-10) et être actée par un acte modificatif.

Les prestations, ainsi que leurs conditions administratives et techniques énoncées dans le présent accord-cadre, prévalent à défaut d'éléments contradictoires spécifiés par un acte modificatif.

## **15.7 – Évolution de la législation**

Si au cours du contrat la législation portant sur les prestations à réaliser, tant sur la forme que sur le mode d'exécution, viennent à évoluer, le titulaire aura l'obligation de s'y conformer. Si ces évolutions ont une incidence directe sur les prestations contractées, elles pourront faire l'objet d'un acte modificatif.

## **ARTICLE 16 – RÉSILIATION**

L'accord-cadre peut être résilié dans les conditions fixées aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En complément à l'article 41.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre peut être également résilié par le représentant du pouvoir adjudicateur et sans indemnité, à tout moment de l'exécution de l'accord-cadre, si le titulaire refuse ou se révèle incapable de mettre en œuvre, dans des conditions satisfaisantes, les mesures prescrites dans le présent CCAP. Il est bien entendu que ces mesures demandées restent dans les compétences du titulaire.

**Dans le cadre d'une résiliation pour faute notamment, il ne sera versé aucune indemnité et les prestations pourront être exécutées aux frais et risques du titulaire. Les prestations éventuellement engagées par le titulaire ne seront pas réglées.**

## **ARTICLE 17 – DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES**

### **17.1 – Force majeure**

Sont considérés comme tels, tous les cas d'impossibilité d'exécution indépendante de la volonté des parties et qui auraient pour effet de rendre l'exécution des obligations prévues insoutenables du point de vue technique ou financier, en particulier les cas suivants : guerre, émeutes et mouvements populaires, inondations, calamités naturelles, coupures d'électricité et de gaz, contingentement du combustible, mesures gouvernementales ou administratives.

### **17.2 – Contestations et litiges**

En cas de problème conséquent aux prestations et afin de prévenir d'un contentieux, l'entreprise est invitée, pour toute question ou règlement amiable à mettre en place une médiation en saisissant directement le bureau des marchés publics via la boîte fonctionnelle : [sgami-nord-dagf-bmp@interieur.gouv.fr](mailto:sgami-nord-dagf-bmp@interieur.gouv.fr)

Les litiges éventuels relatifs à l'exécution des prestations de l'accord-cadre issu de la consultation n°2025-24 relèvent du tribunal administratif de Lille.

En cas de titulaire étranger, les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

Tribunal administratif de Lille  
5 rue Geoffroy Saint Hilaire  
CS 62 039  
59 014 LILLE Cedex

ou via le site <https://citoyens.telerecours.fr>

### **17.3 – Défaillance**

Le titulaire sera considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter la prestation et/si les durées d'indisponibilité se sont multipliées.

En cas de défaillance totale ou partielle, le titulaire sera mis en demeure, par notification avec accusé de réception sur la plateforme des achats de l'État (PLACE), d'honorer ses engagements dans un délai de 48 heures. Passé ce délai, ou en cas de défaillance réitérée (3 fois maximum), la personne publique appliquera l'article 41 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 18 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS**

Les dérogations explicitées du présent acte sont apportées aux articles correspondants du CCAG-FCS.

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services – arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêtés du 30 septembre 2021 et du 29 décembre 2022
<ul style="list-style-type: none"><li>• 3.1</li><li>• 12.2.2</li><li>• 12.3</li><li>• 13.1</li><li>• 13.2</li><li>• 13.3</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• 4.1</li><li>• 10.2.3</li><li>• 38</li><li>• 14</li><li>• 14</li><li>• 45.1</li></ul>

## **ARTICLE 19 – CONDITIONS D'UTILISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA)**

L'attention des titulaires des marchés, issus de la consultation n°2025-24, est attirée sur l'obligation de déclarer l'usage éventuel des outils d'IA (nom de l'outil) pour l'exécution du marché qui les concerne et de déclarer les données utilisées dans l'usage du process IA. Il est tenu d'informer l'acheteur public de tout nouvel usage significatif de l'IA.

Les titulaires sont responsables de la conformité et de l'exactitude des livrables.

À ce titre, il est tenu de conserver une traçabilité des décisions ou actions automatisées.

L'usage de l'IA ne peut être invoqué pour exonérer les titulaires de leurs obligations contractuelles ou légales.

Chaque titulaire s'engage à ne pas divulguer les données ou méthodes sensibles de l'acheteur public, y compris celles utilisées ou générées par l'IA.

L'usage de l'IA doit être conforme au Règlement Général de Protection des Données (RGPD).